



**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DE LA CIRCULATION DES PIETONS ET
DU STATIONNEMENT DES VEHICULES
SUR L'AVENUE CHARLES DE GAULLE
LE LUNDI 26 FEVRIER 2024
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par INEO RESEAUX CENTRE, représentée par M. ROBIN Antoine, située 3 rue du Moulin de Chando 19001 TULLE cedex, pour le compte d'ENEDIS, afin de lui permettre d'effectuer des travaux de rénovation d'alimentation électrique du n°13 avenue Charles de Gaulle, au moyen d'une nacelle et d'un fourgon ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement l'occupation du domaine public, la circulation des piétons et le stationnement de tous véhicules sur la voie précitée.

ARRÊTE

ARTICLE-1 : Le lundi 26 février 2024, de 8 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30, le demandeur sera autorisé à effectuer des travaux de rénovation d'alimentation électrique du n°13 avenue Charles de Gaulle, au moyen d'une nacelle et d'un fourgon. Des panneaux AK5 devront être mis en place afin de prévenir les usagers.

Le stationnement de tous véhicules sera interdit au droit du n°13 avenue Charles de Gaulle, sur deux emplacements. Des panneaux B6a1 matérialiseront ces interdictions.

Le demandeur sera autorisé à empiéter sur le trottoir afin de mettre en place la nacelle.

De ce fait, par mesure de sécurité, une déviation des piétons sur le trottoir d'en face devra être mise en place.

Accès libre pour les services de secours et d'urgence.

ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service du Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE-3 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE-4 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE-5 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE-6 : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police - Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle agglo Service Transport

ARTICLE-7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-8 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE-9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE-10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le jeudi 22 février 2024

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

